

28/5/2011

Le FMI exige des « assurances » pour verser l'aide à la Grèce

Le Fonds veut être sûr que les pays européens maintiendront leur part du financement

Bruxelles, Deauville
Envoyés spéciaux

Le Fonds monétaire international (FMI) durcit le ton à l'égard de la zone euro et de la Grèce. En marge du sommet du G8 à Deauville, l'institution a fait savoir, jeudi 26 mai, qu'elle souhaitait obtenir des « assurances » avant d'envisager toute nouvelle aide en faveur d'Athènes. Le FMI contribue à hauteur de 30 milliards d'euros, sur 110 milliards, au plan de sauvetage activé en mai 2010 aux côtés des Etats de la zone euro. Il n'entend pas verser la troisième tranche de ce programme, le 29 juin, ni réfléchir à de nouvelles mesures de soutien, sans obtenir de sérieuses garanties de la part de la Grèce, mais aussi de l'union monétaire.

« Nous ne prêtons jamais, et notre conseil d'administration ne nous laisse jamais prêter, quand nous n'avons pas l'assurance (...) qu'il n'y aura pas d'écart » entre ce qu'un Etat peut réunir comme financements et ses obligations, a prévenu, jeudi, la directrice des relations extérieures du Fonds, Caroline Atkinson, depuis Washington : « Au FMI, nous engageons de l'argent quand nous avons travaillé avec un pays pour prendre les mesures qui permettent de combler cet écart, et quand nous voyons que d'autres financements sont disponibles. »

Ce rappel à l'ordre, une semaine après le retrait forcé de Dominique Strauss-Kahn, inculpé pour agression sexuelle, tentative de viol et séquestration, ne vient pas par hasard. Le sujet aurait dû figurer à l'ordre du jour d'un tête-à-tête, dimanche 15 mai, entre la chancelière allemande, Angela Merkel, et le directeur général du FMI, mais ce dernier a été arrêté la veille.

Récemment, le Fonds avait déjà demandé discrètement aux Européens de lui préciser d'ici à la mi-juin les besoins de financement de la Grèce pour 2012. Athènes devait, à l'origine, être en mesure

de revenir sur les marchés à partir de l'année prochaine, ce qui paraît hors de portée à ce jour.

Dans ce contexte tendu, une mission conjointe du FMI, de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Commission européenne a été dépêchée à Athènes. Elle vient de boucler ses travaux, mais la publication de son rapport est retardée par les divergences dans la zone euro.

Restructuration

Tandis que la classe politique grecque se déchire sur les mesures supplémentaires d'ajustement exigées par les créanciers internationaux, les Européens ont le plus grand mal à définir leur contribution. L'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande, qui s'agacent de la succession des plans de sauvetage, ont caressé l'idée d'une restructuration de la dette grecque. Contre l'avis de la BCE, de la Commission et de la plupart des Etats de la zone, France en tête. Ces derniers plaident plutôt, comme le FMI, pour un nouveau plan d'aide, en échange d'efforts supplémentaires d'ajustement en Grèce.

Une nouvelle réunion extraordinaire des ministres des finances de la zone euro pourrait avoir lieu d'ici à début juin pour tenter de rapprocher les points de vue, et d'enrayer le danger de contagion. Mais les pressions de Washington risquent d'électrifier les débats. « Si le décaissement du FMI d'ici au 29 juin ne peut être réalisé, le Fonds part du principe que les Européens vont le remplacer et prendre à leur charge la portion revenant au FMI », a observé jeudi Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe : « Ce ne sera pas possible car dans certains Parlements nationaux, en Allemagne, Finlande, Pays-Bas et d'autres pays, on n'est pas prêt à faire cela », a-t-il averti. Des propos qui ont fait tanguer les marchés dès jeudi soir, avant même l'avertissement lancé par le FMI. ■

**Philippe Ricard
et Alain Faujas**



ENTURE/AFP

s allaient dans le
dent français, en
chantiers navals de
juillet 2010, assu-
ration des bâti-
aux Russes « allait

énérale, Moscou
s plus tard le lan-
d'offres interna-
perçu comme un
r faire baisser le
cture et obtenir
technologie. En
Les chantiers
DCNS et STX) et
nçaient leur déci-
e ces bâtiments

tère stratégique
es militaires, ce
aussi aux indus-
se remettre à
chantiers navals
it de bateaux de
x ans. Côté fran-
ntrats sont en
ssions, comme
ie de 500 à 1 000
égères (VBL) fabri-
■
inique Gallois.

Georges Papaconstantinou et la Grèce d'avant

On ne peut se figurer le nombre effrayant de fonctionnaires grecs qui étaient en poste à l'étranger et dont on se demandait franchement ce qu'ils faisaient ! » Le ministre des finances, Georges Papaconstantinou, n'y va pas par quatre chemins pour décrire les dérives de la Grèce d'avant. D'avant la crise, d'avant l'austérité. Invité d'une conférence-débat à la Maison de l'Europe à Paris, mercredi 25 mai, c'est d'une voix douce et posée que le grand argentier grec a égrené les archaïsmes, gaspillages et bizarreries qui ont si longtemps été le propre de la société hellène.

Entre autres, un système de retraite tellement avantageux qu'il permettait aux salariés de prendre congé de leur vie professionnelle entre 50 et 55 ans – une exception en Europe. Ou encore un régime d'imposition tellement généreux que les exemptions étaient devenues la règle : « sur 8 500 déclarations de revenus, 5 500 ne payaient pas d'impôts. Sans parler des problèmes massifs d'évasion fiscale », a déploré M. Papaconstantinou devant une salle comble, dans un français impeccable.

Il y avait aussi ces dizaines de professions ultraréglementées,

des pharmaciens aux boulangers, en passant par les dockers et les psychologues... Une règle un peu baroque imposait par exemple de respecter une distance minimum de 200 mètres entre deux écoles de danse.

« Nous sommes rentrés dans le noyau dur que constitue l'eurozone sans prendre les décisions nécessaires afin de pouvoir s'y adapter », a analysé le ministre.

Mais la crise est passée par là. Pour éviter la faillite, le gouvernement socialiste au pouvoir a mis les bouchées doubles : baisse du nombre de fonctionnaires, réforme des retraites, hausse des impôts, lutte contre la fraude, suppression des barrières dans une centaine de professions...

Et maintenant, comment rebondir ? « Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'en réussissant à vendre une bouteille d'huile d'olive à chaque Chinois, tous nos problèmes seraient résolus », a-t-il ironisé. En tout cas, pas question de suivre ceux qui militent pour une restructuration de la dette grecque, voire une sortie de la zone euro – ce serait pire encore : « Notre seul choix est entre une voie difficile et une voie catastrophique. » ■

Marie de Vergès